

6° les garanties ont une durée de validité maximale de 1 an et peuvent être prolongées chaque année à l'échéance du même délai jusqu'à une durée maximale de 3 ans, moyennant le consentement des deux parties. Le Gouvernement flamand peut adapter la durée de validité maximale de 1 et de 3 ans;

7° les garanties couvrent le portefeuille de crédits qualitatif à concurrence d'un montant déterminé, à définir comme un pourcentage du portefeuille de crédits qualitatif à fixer par la "Waarborgvennootschap" lors de l'octroi de la garantie, qui en tout cas ne peut pas dépasser 80% de la valeur du portefeuille de crédits qualitatif garanti;

8° l'établissement financier concerné paie à la "Waarborgvennootschap" une prime de garantie conforme au marché ou autorisée par la Commission européenne, dont l'ampleur et les modalités sont définies dans la convention sur les garanties;

9° l'établissement financier concerné s'engage à l'égard de la "Waarborgvennootschap" à réutiliser le montant de ses fonds propres, libéré par l'octroi de la garantie, pour de nouvelles conventions de financement avec des entreprises et des entités soutenant l'économie en Région flamande;

10° les garanties répondent à d'autres conditions et aux prescriptions procédurales ultérieures qui peuvent être fixées par le Gouvernement flamand, parmi lesquelles les conditions auxquelles la demande de garantie doit répondre, au sujet de l'entrée en vigueur de la garantie et du pourcentage maximal garanti;

11° les garanties remplissent les conditions spécifiques du dossier et les prescriptions procédurales ultérieures de chaque dossier qui peuvent être fixées par la "Waarborgvennootschap".

#### CHAPITRE 3. — Modifications au décret du 19 mai 2006 relatif au Prêt Gagnant-Gagnant

Art. 8. Dans l'article 3, § 2, 2°, du décret du 19 mai 2006 relatif au Prêt Gagnant-Gagnant, les mots "le siège d'exploitation principal" sont remplacés par les mots "un siège d'exploitation".

Art. 9. Dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, 5° et 6°, du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2010, le mot "principal" est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de l'Economie,  
de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,  
K. PEETERS

Note

(1) *Session 2012-2013*

*Documents.* — Projet de décret : 2068 – N° 1.

- Amendement : 2068 – N° 2.

- Rapport : 2068 – N° 3.

- Texte adopté en séance plénière : 2068 – N° 4

*Annales.* — Discussion et adoption : Séance d'après-midi du 3 juillet 2013.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204797]

**24 JUIN 2013.** — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe de l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001, et l'article 4, remplacé par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2013;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 13 mai 2013,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le document normatif annexé au présent arrêté a été établi par l'organisme interprofessionnel visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

Ce document est approuvé en exécution de l'article 11, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, et il remplace l'annexe de l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 déjà cité.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 juin 2013.

C. DI ANTONIO

## ANNEXE

## Comité du Lait ASBL

Document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache  
livré par les producteurs aux acheteurs agréés

## 1. Généralités.

1.1. Ce document normatif est établi en application de l'article 11, 4° de l'A.G.W. (voir 2.1).

1.2. Ce document normatif décrit la méthode à suivre par les acheteurs, les producteurs et l'O.I. (voir 2.3), pour le contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés dans la circonscription territoriale fixée à l'article 2 du présent arrêté.

1.3. Tout ce qui n'est pas prévu dans ce document normatif est réglé par l'application de l'A.G.W.

1.4. Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont fixées par l'O.I., en accord, d'une part, avec les autres organismes interprofessionnels agréés en Belgique en application soit de l'A.G.W., soit d'une législation comparable à cet arrêté et en vigueur dans les autres régions de Belgique, et, d'autre part, avec les organisations professionnelles représentatives des acheteurs et des producteurs.

1.5. Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont disponibles sur le site internet de l'O.I. ([www.comitedulait.be](http://www.comitedulait.be)). Elles sont communiquées par l'O.I. au producteur de lait et à l'acheteur, sur simple demande de leur part.

1.6. Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont communiquées, à chaque mise à jour, au Service visé à l'article 1, 3° de l'A.G.W.

## 2. Définitions.

2.1. L'A.G.W. : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2013.

2.2. Les définitions de l'article 1<sup>er</sup> de l'A.G.W. sont d'application pour le présent document.

2.3. L'O.I. : Le Comité du Lait ASBL, organisme interprofessionnel chargé du contrôle de la composition du lait livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

2.4. La circonscription territoriale : la circonscription territoriale visée à l'article 2 du présent arrêté.

2.5. Le camion-citerne : le véhicule de collecte utilisé pour la collecte du lait dans la circonscription territoriale.

2.6. Le chauffeur (de camion-citerne) : la personne responsable du prélèvement de l'échantillon et, par extension, des opérations de chargement lors de la collecte.

2.7. Le classement mensuel :

2.7.1. pour la teneur en matière grasse et la teneur en protéines, c'est la teneur moyenne, visée à l'annexe 2, D, 3, e de l'A.G.W., calculée sur les livraisons d'un mois;

2.7.2. pour le point de congélation, c'est le résultat visé à l'annexe 2, C, 1, 2° de l'A.G.W.;

2.7.3. pour les critères de qualité du lait de vache définis dans l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, ce sont les résultats visés à l'annexe 2, C, 1, 3° à 5° de l'A.G.W.

2.8. Le test de détermination du pourcentage de lait résiduel : le test qui permet de déterminer si l'échantillon, prélevé par l'appareil d'échantillonnage automatique du camion-citerne pendant une opération de chargement, n'est pas contaminé par du lait échantillonné lors des opérations de chargement précédentes.

## 3. Modalités de la collecte.

## 3.1. Généralités.

3.1.1. En vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup> de l'A.G.W., les dispositions du point 3.2 sont d'application facultative pour l'acheteur qui remplit les conditions du point 3.8.

3.1.2. En vertu de l'article 7, § 3 de l'A.G.W., les dispositions du point 3.6 sont d'application facultative pour l'acheteur qui remplit les conditions du point 3.8.

3.2. Conditions d'octroi, de maintien et de retrait de l'agrément d'un camion-citerne.

3.2.1. A moins qu'il réponde aux conditions du point 3.2.4, le camion-citerne est agréé par l'O.I. s'il dispose des équipements conformes suivants, en état de marche et dont l'utilisation ne peut modifier les caractéristiques du lait chargé et échantillonné :

3.2.1.1. Système d'enregistrement automatique des données d'identification des quantités de lait chargées, visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> de l'A.G.W.,

3.2.1.2. Appareillage pour le prélèvement automatique d'un échantillon du lait chargé, qui fonctionne selon un système d'échantillonnage approuvé,

3.2.1.3. Coffre à échantillons,

3.2.1.4. Équipement de collecte.

3.2.1.5. Facultativement sur demande de l'acheteur et avec accord de l'O.I. jusqu'au 31 décembre 2013 inclus, et obligatoirement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 : un système qui permette, pendant l'opération de chargement, l'identification électronique du flacon contenant l'échantillon du lait chargé et la communication d'informations utiles à l'O.I. pour l'application de l'A.G.W..

Des précisions complémentaires au sujet de ces équipements et de leur état de marche sont prises selon les modalités du point 1.4. Dans ce cas, elles sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

Les conditions à respecter pour l'approbation du système d'échantillonnage, selon lequel fonctionne l'appareillage visé au point 3.2.1.2, sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

3.2.2. Contrôles dans le cadre de l'agrément d'un camion-citerne :

3.2.2.1. Avant de délivrer l'agrément, l'O.I. contrôle le bon fonctionnement de l'appareillage visé au point 3.2.1.2 sur base du test de détermination du pourcentage de lait résiduel. Il contrôle aussi le bon fonctionnement des autres équipements du camion-citerne, visés au point 3.2.1.

Une procédure de contrôle pour un nouvel agrément, fixée selon les modalités du point 1.4 et disponible selon les modalités du point 1.5, décrit la marche à suivre pour :

- a) réaliser tous ces contrôles,
- b) interpréter leurs résultats
- c) indiquer les actions de mise en conformité à entreprendre avant de soumettre à nouveau le camion-citerne aux mêmes contrôles.

3.2.2.2. Pour le maintien de l'agrément, au minimum une fois par an, l'O.I. contrôle chaque camion-citerne agréé.

Une procédure de contrôle pour le maintien d'un agrément, fixée selon les modalités du point 1.4 et disponible selon les modalités du point 1.5, décrit la marche à suivre pour :

- a) réaliser les contrôles des équipements visés au point 3.2.1;
- b) interpréter leurs résultats;
- c) indiquer les actions de mise en conformité à entreprendre avant de soumettre à nouveau le camion-citerne aux mêmes contrôles, et
- d) indiquer les délais dans lesquels ces actions doivent être entreprises, tout dépassement de ces délais conduisant à un retrait de l'agrément du camion-citerne.

3.2.3. L'O.I. établit et maintient à jour une liste, par acheteur, des camions-citernes qui collectent dans la circonscription territoriale, des caractéristiques de leurs appareils d'échantillonnage et de la validité de leur agrément.

3.2.4. Le camion-citerne :

- a) disposant d'un agrément en cours de validité délivré par un autre O.I. agréé en vertu de l'A.G.W.;
- b) ou équipé d'un appareil d'échantillonnage disposant d'un agrément en cours de validité délivré en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup> et § 2 du « *Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk* »,

est reconnu comme équivalent à un camion-citerne agréé par l'O.I., pour autant :

1. qu'un document comparable à celui visé au point 3.2.6 soit présent dans le camion-citerne;
2. et qu'un contrôle inopiné, selon des modalités comparables au contrôle visé au point 3.2.2.2, ne démontre pas des manquements sévères aux conditions d'agrément visées au point 3.2.1.

Ce camion-citerne est repris dans la liste visée au point 3.2.3.

3.2.5. L'octroi de l'agrément est conditionné par le résultat du contrôle visé au point 3.2.2.1. Le maintien ou le retrait de l'agrément est conditionné par le résultat du contrôle visé au point 3.2.2.2.

3.2.6. L'agrément est attesté par un document délivré à l'acheteur par l'O.I. Ce document doit être présent à tout moment dans le camion-citerne et permettre l'indication de chaque contrôle réalisé.

3.3. Informations et documents que les acheteurs doivent fournir à l'organisme interprofessionnel concernant l'organisation de la collecte et l'identification des producteurs.

3.3.1. L'acheteur communique à l'O.I. chaque changement qui concerne les producteurs qui lui livrent du lait, à la fréquence fixée par l'O.I. et disponible selon les modalités du point 1.5.

3.3.2. L'acheteur communique à l'O.I. chaque changement concernant la collecte (tournées, camions-citernes, chauffeurs, dates de collecte), à la fréquence fixée par l'O.I. et disponible selon les modalités du point 1.5.

3.3.3. Des informations complémentaires concernant l'organisation de la collecte sont communiquées par l'acheteur à chaque requête de l'O.I.

3.4. Prescriptions pour enregistrer les données d'identification des quantités de lait chargées et les transmettre à l'organisme interprofessionnel.

3.4.1. Pendant la collecte, lors de chaque opération de chargement de lait à l'unité de production laitière, les données d'identification de la quantité de lait chargée, visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> de l'A.G.W. sont enregistrées automatiquement au moyen du système d'enregistrement automatique installé sur le camion de collecte, visé au point 3.2.1.1.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, ces mêmes données sont ensuite communiquées à l'O.I. au moyen du système visé au point 3.2.1.5.

3.4.2. En cas de défaillance du système d'enregistrement automatique visé au point 3.2.1.1, ou (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014) du système visé au point 3.2.1.5, les données d'identification de la quantité de lait chargée sont enregistrées manuellement par le chauffeur du camion-citerne. Une procédure pour la transmission de ces données à l'O.I. est fixée selon les modalités du point 1.4 et disponible selon les modalités du point 1.5.

3.5. Prescriptions pour le prélèvement et l'identification de l'échantillon lors de chaque opération de chargement.

3.5.1. L'échantillon prescrit par l'article 7, § 2 de l'A.G.W. est prélevé automatiquement au moyen de l'appareillage visé au point 3.2.1.2. A la fin de chaque prélèvement, l'échantillon devient la propriété de l'O.I.

3.5.2. Par dérogation aux dispositions du point 3.5.1, l'échantillon est prélevé manuellement uniquement si l'appareillage visé au point 3.2.1.2 est temporairement défectueux ou si une quantité insuffisante de lait à charger (inférieure à 150 litres) rend impossible un prélèvement automatique représentatif de la quantité de lait chargée.

L'échantillon est prélevé manuellement quand l'acheteur remplit les conditions du point 3.8 et qu'il n'utilise pas un camion-citerne agréé selon les dispositions du point 3.2.

3.5.3. Seul un flacon agréé par l'O.I. est utilisé pour le prélèvement.

Quand la collecte est réalisée avec un camion-citerne, le flacon doit être compatible avec les équipements repris dans l'agrément de ce camion-citerne.

Dès le début du prélèvement, chaque flacon d'échantillon doit être muni d'un code qui assure son identification à tout moment et en toutes circonstances. Le modèle du code et les spécifications de son support, ainsi que les procédures à suivre en cas de défaillance du flacon ou des équipements du camion-citerne, sont fixés selon les modalités du point 1.4 et disponibles selon les modalités du point 1.5.

3.5.4. Un rapport de tournée est systématiquement complété par le chauffeur au cours de chaque tournée et par date d'échantillonnage. Le modèle de rapport et les spécifications de son support sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

3.6. Conditions d'octroi, de maintien et de retrait de la licence pour le prélèvement de l'échantillon.

**3.6.1.** A moins qu'il dispose d'une licence répondant aux conditions du point 3.6.4, lorsqu'un chauffeur de camion-citerne commence l'activité de collecte, l'acheteur responsable du chauffeur introduit une demande de licence auprès de l'O.I. Si les conditions d'octroi sont respectées, l'O.I. octroie au chauffeur une licence provisoire. Avant l'échéance de la validité de sa licence provisoire, le chauffeur doit participer à une formation de base organisée par l'O.I. à l'issue de laquelle il reçoit une licence.

Les délais et le mode d'introduction de la demande de licence, les conditions d'octroi et la durée de validité de la licence provisoire, les modalités d'organisation de la formation de base et son contenu, sont fixés selon les modalités du point 1.4 et sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

**3.6.2.** Le maintien de la licence est conditionné :

**3.6.2.1.** à la participation du chauffeur, une fois par an, à une formation continuée assurée par l'O.I.;

**3.6.2.2.** au respect, par le chauffeur, des procédures concernant la collecte et l'échantillonnage du lait;

**3.6.2.3.** et à l'acceptation, par le chauffeur, des contrôles réalisés régulièrement par l'O.I. pour vérifier l'application des règles relatives à l'échantillonnage et à la collecte en général.

L'O.I. peut déterminer une liste de circonstances de force majeure qui permettent le maintien d'une licence même si une des conditions ci-dessus n'est pas respectée. Cette liste est disponible selon les modalités du point 1.5.

**3.6.3.** L'O.I. établit et maintient à jour une liste, par acheteur, des chauffeurs identifiés qui collectent dans la circonscription territoriale, et de la validité de leur licence.

**3.6.4.** La licence de chauffeur, en cours de validité,

a) délivrée par un autre O.I. agréé en vertu de l'A.G.W.;

b) ou délivrée en vertu de l'article 5, § 3 et § 4 du « *Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk* »,

est reconnue comme équivalente à une licence délivrée par l'O.I., pour autant que le chauffeur respecte les conditions 3.6.2.2 et 3.6.2.3 lorsqu'il collecte dans la circonscription territoriale.

Le chauffeur muni d'une telle licence est repris dans la liste visée au point 3.6.3.

**3.6.5.** La licence de chauffeur est retirée automatiquement si sa date de validité est dépassée ou si des manquements aux conditions fixées au point 3.6.2 sont constatés.

**3.7.** Conditions de transport et de conservation des échantillons entre le départ de l'unité de production laitière et l'analyse par l'O.I.

**3.7.1.** Pendant le transport entre l'unité de production laitière et l'acheteur, les échantillons doivent être conservés à une température se situant entre 0 et 4 °C, dans le coffre réservé à cet usage.

**3.7.2.** L'acheteur stocke et conserve les échantillons à analyser dans un frigo réservé à cet usage et dont l'accès est limité. L'acheteur maintient à jour une liste, par frigo, des personnes qui y ont accès et la communique à l'O.I. si celui-ci en fait la demande.

**3.7.3.** Le délai entre le prélèvement et le début de l'analyse doit être aussi court que possible et ne peut dépasser 84 heures pour toutes les analyses de composition du lait.

**3.8.** Conditions pour les « Petits Acheteurs ».

**3.8.1.** Un petit acheteur est un acheteur qui remplit les conditions fixées à l'annexe 1<sup>re</sup>, point C de l'A.G.W.

**3.8.2.** La procédure propre à ces « Petits Acheteurs » concernant le prélèvement, la conservation et le transport des échantillons est disponible selon les modalités du point 1.5.

**4.** Modalités des analyses pour le contrôle de la composition du lait.

**4.1.** La composition du lait est déterminée selon les prescriptions de l'article 8, § 3 de l'A.G.W.

**4.2.** Les méthodes analytiques agréées selon l'article 8, § 4 de l'A.G.W., utilisées pour la détermination des critères de composition du lait, sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

**5.** Modalités d'interprétation des résultats.

**5.1.** Un résultat d'analyse est évalué à la lumière du déroulement de l'analyse proprement dite dans le laboratoire de l'O.I., ainsi que sur base de toute communication enregistrée du producteur, du chauffeur du camion de collecte ou du responsable de la collecte pour l'acheteur, qui met en doute la représentativité de l'échantillon de lait.

Si cette évaluation met en lumière une irrégularité du résultat d'analyse, celui-ci est annulé.

**5.2.** La représentativité de l'échantillon du lait livré est jugée sur base d'une procédure fixée par l'O.I., disponible selon les modalités du point 1.5.

**5.3.** Un résultat d'analyse devient effectif lorsqu'il ne peut être invalidé pour une des raisons ci-dessus.

**5.4.** A la fin de chaque mois, l'O.I. calcule le classement mensuel des livraisons pour chaque critère de composition du lait. Les modalités de ce calcul en fonction du nombre de résultats effectifs disponibles peuvent être consultées selon les modalités du point 1.5.

**6.** Modalités de communication des résultats.

**6.1.** L'O.I. communique mensuellement tous les résultats d'analyses et les classements mensuels à chaque producteur concerné et à son acheteur. Il communique également, au producteur et à son acheteur, le nombre de points de pénalisation visés à l'annexe 2, C, 1 de l'A.G.W., applicables au paiement des livraisons du mois par l'acheteur. Enfin, il communique au producteur et à son acheteur, les livraisons dans l'échantillon desquelles un résidu d'antibiotique a été détecté.

**6.2.** Dès qu'un résultat effectif en point de congélation est obtenu, et que ce résultat ne satisfait pas aux normes prévues, il est mis à la disposition des producteurs et des acheteurs.

**6.3.** Les moyens techniques utilisés pour communiquer les informations visées aux points 6.1 et 6.2 sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

**6.4.** L'O.I. communique au Service visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de l'A.G.W. tous les résultats et informations nécessaires au contrôle du paiement du lait chez les acheteurs. Cette communication est mensuelle mais le Service peut demander des communications supplémentaires.

**7.** Procédure pour le traitement des contestations des résultats.

**7.1.** Chaque acheteur ou producteur peut contester, auprès de l'O.I., les résultats des analyses qui le concernent et réalisées par l'O.I. Le dossier est traité dans le cadre de la procédure de recours établie par l'O.I. disponible selon les modalités du point 1.5.

7.2. Une plainte contre la décision prise dans le cadre de la procédure de recours visée au point 7.1. peut être introduite auprès du Service visé à l'article 1, 3<sup>o</sup> de l'A.G.W.

**8. Sanctions en cas de non respect des modalités concernant la collecte.**

L'acheteur ou le chauffeur de camion-citerne, qui ne respecte pas les règles relatives à la collecte et à l'échantillonnage du lait, ou ne les applique pas correctement, peut être sanctionné dans le cadre de la procédure établie par l'O.I., disponible selon les modalités du point 1.5.

**9. Procédure pour le traitement des contestations des sanctions relatives au non-respect des modalités de la collecte.**

9.1. Chaque acheteur ou chauffeur de camion-citerne peut contester, auprès de l'O.I., les sanctions qui lui ont été infligées pour non-respect des modalités de collecte. Le dossier est traité dans le cadre de la procédure de recours établie par l'O.I., disponible selon les modalités fixées au point 1.5.

9.2. Une plainte contre la décision prise dans le cadre de la procédure de recours visée au point 9.1. peut être introduite auprès du Service visé à l'article 1, 3<sup>o</sup> de l'A.G.W.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 juin 2013 remplaçant l'annexe de l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

Namur, le 24 juin 2013.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

---

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204797]

**24. JUNI 2013 — Ministerialerlass zur Ersetzung der Anlage des Ministerialerlasses vom 25. Oktober 2010 zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchzusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch**

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, und des Artikels 4, ersetzt durch das Gesetz vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2013;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 25. Oktober 2010 zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchzusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 13. Mai 2013,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das normative Dokument, das die Anlage des vorliegenden Erlasses bildet, wurde durch die interprofessionelle Einrichtung erstellt, die in Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 25. Oktober 2010 zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchzusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch erwähnt ist.

Dieses Dokument wird in Ausführung von Artikel 11, 4<sup>o</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen genehmigt und es ersetzt den bereits erwähnten Ministerialerlass vom 25. Oktober 2010.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Datum seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Juni 2013

C. DI ANTONIO

## ANLAGE

## Milchkomitee VoE

## Normatives Dokument bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch

## 1. Allgemeines.

1.1. Dieses normative Dokument wird in Anwendung von Artikel 11, 4<sup>o</sup> des E.W.R. (siehe 2.1) erstellt.

1.2. Dieses normative Dokument beschreibt die von den Käufern, den Erzeugern und der interprofessionellen Einrichtung (Siehe 2.3.) anzuwendende Methode im Rahmen der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer innerhalb des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses festgelegten territorialen Zuständigkeitsbereichs gelieferten Kuhmilch.

1.3. Die Bereiche, die nicht durch dieses normative Dokument abgedeckt sind, werden durch die Anwendung des E.W.R. geregelt.

1.4. Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments werden von der interprofessionellen Einrichtung festgelegt, in Übereinstimmung einerseits mit den anderen interprofessionellen Einrichtungen, die in Belgien zugelassen wurden, sei es in Anwendung des E.W.R. oder einer mit diesem Erlass vergleichbaren Gesetzgebung, die in den anderen Regionen des Landes anwendbar ist, und andererseits mit den Berufsorganisationen, die die Käufer und die Erzeuger vertreten.

1.5. Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments sind verfügbar auf den Internetseiten der interprofessionellen Einrichtung ([www.comitedulait.be](http://www.comitedulait.be)). Sie werden dem Milcherzeuger und dem Käufer auf deren Anfrage von der interprofessionellen Einrichtung übermittelt.

1.6. Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments werden bei jeder Aktualisierung der in Artikel 1, 3<sup>o</sup> des E.W.R. erwähnten Dienststelle mitgeteilt.

## 2. Begriffsbestimmungen.

2.1. Der E.W.R.: Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2013.

2.2. Die in Artikel 1 des E.W.R. angeführten Begriffsbestimmungen sind auf das vorliegende Dokument anwendbar.

2.3. Die interprofessionelle Einrichtung: Das Milchkomitee V.o.E. als mit der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Milch beauftragte interprofessionelle Einrichtung.

2.4. Der territoriale Zuständigkeitsbereich: Der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnte territoriale Zuständigkeitsbereich.

2.5. Der Tanklastwagen: Das für die Sammlung der Milch in dem territorialen Zuständigkeitsbereich verwendete Sammelfahrzeug.

2.6. Der Fahrer (des Tanklastwagens): Die Person, die für die Probenahme und somit auch für die Füllvorgänge bei der Sammlung verantwortliche Person.

## 2.7. Die monatliche Einstufung:

2.7.1. bei dem Fettgehalt und den Proteingehalt handelt es sich um den in Anlage 2, D, 3, e des E.W.R. angeführten Durchschnittsgehalt, der auf den Lieferungen eines Monats berechnet wird;

2.7.2. bei dem Gefrierpunkt handelt es sich um das in Anlage 2, C, 1, 2<sup>o</sup> des E.W.R. erwähnte Ergebnis;

2.7.3. bei dem durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen festgelegten Qualitätskriterien für die Kuhmilch handelt es sich um die in Anlage 2, C, 1, 3<sup>o</sup> bis 5<sup>o</sup> des E.W.R. erwähnten Ergebnisse.

2.8. Der Test zur Bestimmung des Prozentsatzes der Restmilch: der Test, durch den bestimmt werden kann, ob die Probe, die durch das automatische System zur Probenahme des Tanklastwagens während dem Füllvorgang entnommen wurde, nicht durch Milch kontaminiert wurde, von der bei den vorherigen Füllvorgängen Proben entnommen worden sind.

## 3. Modalitäten für die Sammlung.

## 3.1. Allgemeines.

3.1.1. Aufgrund des Artikels 6, § 1 des E.W.R. sind die Bestimmungen von Punkt 3.2. fakultativ anwendbar für den Käufer, der die Bedingungen von Punkt 3.8. erfüllt.

3.1.2. Aufgrund des Artikels 7, § 3 des E.W.R. sind die Bestimmungen von Punkt 3.6. fakultativ anwendbar für den Käufer, der die Bedingungen von Punkt 3.8. erfüllt.

## 3.2. Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Zulassung eines Sammelfahrzeugs.

3.2.1. Außer wenn er die Bedingungen von Punkt 3.2.4 erfüllt, wird der Tanklastwagen von der interprofessionellen Einrichtung zugelassen, wenn er über die folgenden den Anforderungen entsprechenden Ausrüstungsgegenstände verfügt, die betriebsbereit sind und die die Eigenschaften der Milch, die geladen wird und von der Proben genommen werden, nicht verändert:

3.2.1.1. System zur automatischen Registrierung der Identifizierungsdaten der geladenen Milchmengen nach Artikel 7, § 1 des E.W.R.;

3.2.1.2. Vorrichtung für die automatische Entnahme einer Probe der geladenen Milch, die nach einem zugelassenen Probesystem arbeitet;

3.2.1.3. Probebehälter;

3.2.1.4. Sammelausrüstung.

3.2.1.5. Fakultativ auf Anfrage des Käufers und mit dem Einverständnis der interprofessionellen Einrichtung bis zum 31. Dezember 2013 einschließlic und in allen Fällen ab dem 1. Januar 2014: ein System, das während dem Füllvorgang die elektronische Identifizierung des Fläschchens, das die Probe der gefüllten Milch enthält, und die Mitteilung von Informationen, die für die interprofessionelle Einrichtung zwecks der Anwendung des E.W.R. nützlich sind, ermöglicht.

Ergänzende Angaben zu diesen Ausrüstungsgegenständen und ihrer Betriebsbereitschaft werden nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten bestimmt. In diesem Fall sind sie nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

Die für die Zulassung des Probesystems, nach dem die in Punkt 3.2.1.2. angeführte Vorrichtung arbeitet, zu erfüllenden Bedingungen sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.2.2. Kontrollen im Rahmen der Zulassung eines Tanklastwagens:

3.2.2.1. Bevor sie die Zulassung erteilt, überprüft die interprofessionelle Einrichtung die einwandfreie Arbeitsweise der in Punkt 3.2.1.2. erwähnten Vorrichtung auf der Grundlage des Tests zur Bestimmung des Prozentsatzes der Restmilch. Sie prüft zudem die einwandfreie Arbeitsweise der sonstigen in Punkt 3.2.1. erwähnten Vorrichtungen des Tanklastwagens.

In einem nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten und nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbaren Kontrollverfahren für eine neue Zulassung wird das Verfahren beschrieben, um:

- a) all diese Kontrollen durchzuführen;
- b) die Ergebnisse zu interpretieren, und
- c) die Maßnahmen, die durchzuführen sind, um zu erreichen, dass der Tanklastwagen die entsprechenden Bedingungen erfüllt, bevor er erneut denselben Kontrollen unterworfen wird.

3.2.2.2. Damit die Zulassung erhalten bleibt, kontrolliert die interprofessionelle Einrichtung mindestens einmal jährlich jeden zugelassenen Tanklastwagen.

In einem nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten und nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbaren Kontrollverfahren für eine Erhaltung der Zulassung wird das Verfahren beschrieben, um:

- a) die in Punkt 3.2.1. angeführten Kontrollen der Vorrichtungen durchzuführen;
- b) die Ergebnisse zu interpretieren;
- c) die Maßnahmen anzugeben, die zu treffen sind, um zu erreichen, dass der Tanklastwagen die entsprechenden Bedingungen erfüllt, bevor er erneut denselben Kontrollen unterworfen wird und
- d) die Fristen anzugeben, in denen diese Maßnahmen zu treffen sind, wobei jede Überschreitung dieser Fristen zu dem Entzug der Zulassung des Tanklastwagens führt.

3.2.3. Die interprofessionelle Einrichtung erstellt und aktualisiert pro Käufer eine Liste der Tanklastwagen, die in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch laden, die technischen Eigenschaften der Vorrichtungen zur Probenahme und die Gültigkeit der Zulassung.

3.2.4. Der Tanklastwagen:

der über eine gültige Zulassung verfügt, die von einer anderen interprofessionellen Einrichtung oder kraft des E.W.R. ausgestellt worden ist,

b) oder der über ein System zur Probenahme verfügt, für das eine noch gültige Zulassung ausgestellt worden ist gemäß Artikel 5, § 1 und § 2 des "Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk"

gilt als einem von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenen Tanklastwagen gleichwertig, falls:

1. sich in dem Tanklastwagen ein Dokument befindet, das mit dem in Punkt 3.2.6. angeführten Dokument vergleichbar ist,

2. und bei einer unangekündigten Kontrolle nach den Modalitäten, die mit denen für die in Punkt 3.2.2.2. angeführte Kontrolle vergleichbar sind, keine schwerwiegenden Verstöße gegen die in Punkt 3.2.1. angeführten Zulassungsbedingungen festgestellt werden.

Dieser Tanklastwagen wird in die in Punkt 3.2.3. angeführte Liste aufgenommen.

3.2.5. Die Gewährung der Zulassung ist abhängig von dem Ergebnis der in Punkt 3.2.2.1. angeführten Kontrolle. Die Erhaltung oder der Entzug der Zulassung ist abhängig von dem Ergebnis der in Punkt 3.2.2.2. angeführten Kontrolle.

3.2.6. Die Zulassung wird durch ein Dokument bescheinigt, das die interprofessionelle Einrichtung dem Käufer ausstellt. Dieses Dokument muss sich jederzeit in dem Tanklastwagen befinden und muss jede durchgeführte Kontrolle angeben.

3.3. Von den Käufern an die interprofessionelle Einrichtung zu übermittelnde Informationen und Dokumente über die Organisation der Sammlung und der Identifizierung der Erzeuger

3.3.1. Der Käufer übermittelt der interprofessionellen Einrichtung jeden Wechsel betreffend die Erzeuger, die ihn mit Milch beliefern, und zwar so oft, wie dies von der interprofessionellen Einrichtung nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten vorgesehen wird.

3.3.2. Der Käufer übermittelt der interprofessionellen Einrichtung jeden Wechsel betreffend die Sammlung (Fahrplan, Tanklastwagen, Fahrer, Datum der Sammlung), und zwar so oft, wie dies von der interprofessionellen Einrichtung nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten vorgesehen wird.

3.3.3. Ergänzende Informationen bezüglich der Organisation der Sammlung werden von dem Käufer jeweils auf Anfrage der interprofessionellen Einrichtung übermittelt.

3.4. Vorschriften für die Registrierung der Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen und deren Übermittlung an die interprofessionelle Einrichtung.

3.4.1. Bei jedem Ladevorgang im Rahmen der Sammlung der Milch in der Milchproduktionseinheit werden die in Artikel 7, § 1 des E.W.R. angeführten Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen automatisch anhand der an dem Sammelfahrzeug angebrachten in Artikel 3.2.1.1. angeführten automatischen Registriervorrichtung registriert.

Ab dem 1. Januar 2014 werden diese Angaben anschließend der interprofessionellen Einrichtung anhand des in Punkt 3.2.1.5. erwähnten Systems mitgeteilt.

3.4.2. Falls die in Punkt 3.2.1.1. erwähnte automatische Registriervorrichtung oder (ab dem 1. Januar 2014) die im Punkt 3.2.1.5. erwähnte Vorrichtung ausfällt, werden die Identifizierungsdaten der geladenen Milchmengen manuell durch den Fahrer des Tanklastwagens registriert. Ein Verfahren für die Übermittlung dieser Angaben an die interprofessionelle Einrichtung wird nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten bestimmt und ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.5. Vorschriften für die Entnahme und die Identifizierung der Probe bei jedem Ladevorgang.

3.5.1. Die durch Artikel 7, § 2 des E.W.R. vorgeschriebene Probe wird automatisch anhand der in Punkt 3.2.1.2. erwähnten Vorrichtung entnommen. Am Ende jeder Probenahme geht die Probe in den Besitz der interprofessionellen Einrichtung über.

3.5.2. In Abweichung von den Bestimmungen vom Punkt 3.5.1 wird die Probe nur dann manuell entnommen, wenn die in Punkt 3.2.1.2 erwähnte Vorrichtung zeitweilig außer Betrieb ist, oder falls eine unzureichende Menge zu ladender Milch (weniger als 150 Liter) eine repräsentative automatische Probenahme der geladenen Milchmenge nicht zulässt.

Die Probe wird manuell entnommen, wenn der Käufer die in Punkt 3.8. erwähnten Bedingungen erfüllt und er nicht einen Tanklastwagen benutzt, der nach den Bestimmungen von Punkt 3.2. zugelassen worden ist.

3.5.3. Nur ein von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenes Fläschchen wird für die Probeentnahme verwendet.

Wenn die Sammlung mit einem Tanklastwagen durchgeführt wird, muss das Fläschchen mit den in der Zulassung des Tanklastwagens angegebenen Ausrüstungen kompatibel sein.

Sobald die Probenahme beginnt, wird das Probefläschchen mit einem Code versehen, der seine Identifizierung zu jeder Zeit und unter allen Umständen ermöglicht. Das Muster für diesen Code und die Vorschriften für dessen Träger sowie die beim Ausfall des Fläschchens oder der Vorrichtungen des Tanklastwagens anzuwendenden Verfahren werden nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten festgelegt und sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.5.4. Während jeder Sammelfahrt und für jedes Datum der Probenahme füllt der Fahrer systematisch einen Bericht aus. Das Muster für diesen Bericht und die Vorschriften für dessen Träger sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.6. Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Lizenz für die Probenahme.

3.6.1. Falls ein Fahrer eines Tanklastwagens mit der Sammeltätigkeit beginnt, reicht der für diesen Fahrer verantwortliche Käufer einen Lizenzantrag bei der interprofessionellen Einrichtung ein, es sei denn, der Fahrer verfügt über eine Lizenz, die die Bedingungen von Punkt 3.6.4. erfüllt. Falls die Bedingungen für die Gewährung einer Lizenz erfüllt sind, stellt die interprofessionelle Einrichtung dem Fahrer eine vorläufige Lizenz aus. Vor Ablauf der Gültigkeitsdauer seiner vorläufigen Lizenz muss der Fahrer an einer von der interprofessionellen Einrichtung organisierten Grundausbildung teilnehmen. Nach dieser Ausbildung erhält er seine Lizenz.

Die Fristen und die Methode für das Einreichen des Lizenzantrags, die Bedingungen für die Gewährung und die Dauer der Gültigkeit der vorläufig ausgestellten Lizenz, die Modalitäten für die Durchführung der Grundausbildung und deren Inhalt werden nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten bestimmt und sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.6.2. Die Erhaltung der Lizenz ist gebunden an:

3.6.2.1. der Teilnahme des Fahrers einmal pro Jahr an einer von der interprofessionellen Einrichtung organisierten Fortbildung;

3.6.2.2. der Beachtung der Verfahren für die Sammlung und die Probenahme der Milch durch den Fahrer;

3.6.2.3. und der Akzeptanz durch den Fahrer der regelmäßig von der interprofessionellen Einrichtung durchgeführten Kontrollen, durch die geprüft wird, ob die Vorschriften für die Probenahme und allgemein für die Milchsammlung eingehalten werden.

Die interprofessionelle Einrichtung kann eine Liste mit Fällen höherer Gewalt erstellen, die die Erhaltung der Lizenz ermöglichen, selbst wenn eine der vorerwähnten Bedingungen nicht erfüllt wird. Diese Liste ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3.6.3. Die interprofessionelle Einrichtung erstellt und aktualisiert pro Käufer eine Liste der identifizierten Fahrer, die in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch laden, mit dem Datum der Gültigkeit der Zulassung.

3.6.4. Die Lizenz des Fahrers, die gültig ist und die:

a) von einer anderen kraft des E.W.R. zugelassenen interprofessionellen Einrichtung ausgestellt worden ist;

b) oder die ausgestellt worden ist gemäß Artikel 5, § 3 und § 4, des "Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk";

gilt als einer von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenen Lizenz gleichwertig, unter der Bedingung, dass der Fahrer die Bedingungen von Punkt 3.6.2.2. und Punkt 3.6.2.3. erfüllt, wenn er in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch sammelt.

Der Fahrer, der im Besitz einer solchen Lizenz ist, wird in die in Punkt 3.6.3. erwähnte Liste eingetragen.

3.6.5. Die Lizenz des Fahrers wird automatisch entzogen, falls das Datum ihrer Gültigkeit abgelaufen ist, oder falls Verstöße gegen die in Punkt 3.6.2. angeführten Bedingungen festgestellt werden.

3.7. Bedingungen für den Transport und die Aufbewahrung der Proben zwischen dem Verlassen der Milchproduktionseinheit und der Analyse durch die interprofessionelle Einrichtung.

3.7.1. Während dem Transport zwischen der Milchproduktionseinheit und dem Käufer müssen die Proben bei einer Temperatur zwischen 0 und 4°C in dem dafür vorgesehenen Behälter aufbewahrt werden.

3.7.2. Der Käufer lagert und konserviert die zu analysierenden Proben in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Kühlschranks, der nicht frei zugänglich ist. Der Käufer führt pro Kühlschrank eine Liste der Personen, denen dieser zugänglich ist. Er übermittelt der interprofessionellen Einrichtung diese Liste auf Anfrage.

3.7.3. Die Frist zwischen der Probenahme und dem Beginn der Analyse muss so kurz wie möglich sein und darf für alle Analysen der Milchezusammensetzung auf keinen Fall 84 Stunden überschreiten.

3.8. Bedingungen für die sogenannten "kleinen Käufer".

3.8.1. Ein kleiner Käufer ist ein Käufer, der die in der Anlage 1, Punkt C des E.W.R. festgelegten Bedingungen erfüllt.

3.8.2. Das diesen "kleinen Käufern" vorbehaltene Verfahren für die Probenahme, die Aufbewahrung und den Transport der Proben ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

4. Modalitäten der Analyse für die Kontrolle der Milchezusammensetzung.

4.1. Die Zusammensetzung der Milch wird nach den Vorschriften von Artikel 8, § 3 des E.W.R. bestimmt.

4.2. Die nach Artikel 8, § 4 des E.W.R. anerkannten Analysemethoden, die für die Bestimmung der Kriterien der Milchezusammensetzung angewandt werden, sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

5. Modalitäten für die Auslegung der Ergebnisse.

5.1. Das Ergebnis einer Analyse wird beurteilt unter Berücksichtigung des Ablaufs der eigentlichen Analyse in dem Labor der interprofessionellen Einrichtung sowie auf der Grundlage jeglicher registrierter Mitteilung des Erzeugers, des Fahrers des Tanklastwagens oder des Verantwortlichen der Sammlung für den Käufer, durch die die Repräsentativität der Milchprobe angezweifelt wird.

Wird bei dieser Beurteilung eine Unregelmäßigkeit des Analyseergebnisses festgestellt, so wird dieses annulliert.

5.2. Die Repräsentativität der Probe der gelieferten Milch wird auf der Grundlage eines von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Verfahrens beurteilt, das nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar ist.

5.3. Ein Analyseergebnis wird wirksam, wenn es aus nicht möglich ist, es aus einem der vorerwähnten Gründe für ungültig zu erklären.

5.4. Am Ende jedes Monats berechnet die interprofessionelle Einrichtung die monatliche Einstufung der Lieferungen für jedes Kriterium der Milchzusammensetzung. Die Modalitäten dieser Berechnung je nach der Anzahl der tatsächlichen verfügbaren Ergebnisse können nach den Modalitäten von Punkt 1.5 eingesehen werden.

#### 6. Modalitäten für die Mitteilung der Ergebnisse.

6.1. Die interprofessionelle Einrichtung übermittelt jedem betroffenen Erzeuger und seinem Käufer jeden Monat die Ergebnisse der Analysen und die monatliche Einstufung. Sie übermittelt dem Erzeuger und seinem Käufer ebenfalls die in Anlage 2, C, 1 des E.W.R. erwähnten Strafpunkte, die auf die Lieferungen des Monats durch den Käufer anwendbar sind. Schließlich übermittelt sie dem Erzeuger und seinem Käufer die Angaben über die Lieferungen, in deren Probe ein Rückstand an Antibiotika gefunden wurde.

6.2. Sobald ein effektives Ergebnis beim Gefrierpunkt erzielt wird und dieses Ergebnis nicht den vorgesehenen Normen entspricht, wird es den Erzeugern und den Käufern zur Verfügung gestellt.

6.3. Die technischen Mittel, die angewandt werden, um die in den Punkten 6.1 und 6.2 erwähnten Informationen zu übermitteln, sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

6.4. Die interprofessionelle Einrichtung übermittelt der in Artikel 1, 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle alle Ergebnisse und alle Informationen, die für die Kontrolle der Zahlung der Milch bei den Käufern erforderlich sind. Diese Mitteilung erfolgt monatlich, wobei die Dienststelle jedoch die Mitteilung weiterer Informationen anfordern kann.

#### 7. Verfahren für die Behandlung von Beanstandungen der Ergebnisse.

7.1. Jeder Käufer oder Erzeuger kann das Ergebnis der Analysen, die ihn jeweils betreffen und die von der interprofessionellen Einrichtung durchgeführt worden sind, bei dieser Einrichtung beanstanden. Die im Rahmen des von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Beschwerdeverfahrens bearbeitete Akte ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

7.2. Eine Beschwerde gegen einen im Rahmen des in Punkt 7.1. angeführten Beschwerdeverfahrens gefassten Beschluss kann bei der in Artikel 1, 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle eingereicht werden.

#### 8. Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten.

Der Käufer oder der Fahrer des Tanklastwagens, der gegen die für die Sammlung und die Probenahme der Milch festgelegten Bestimmungen verstößt oder diese nicht ordnungsgemäß angewendet, kann im Rahmen eines von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Verfahrens, das nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar ist, bestraft werden.

#### 9. Verfahren für die Beanstandungen der Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten.

9.1. Jeder Käufer oder der Fahrer des Tanklastwagens hat die Möglichkeit, bei der interprofessionellen Einrichtung die Strafen, die ihm wegen Missachtung der Sammelmodalitäten auferlegt worden sind, zu beanstanden. Die Akte wird im Rahmen des von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Beschwerdeverfahrens bearbeitet und ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

9.2. Eine Beschwerde gegen einen im Rahmen des in Punkt 9.1. angeführten Beschwerdeverfahrens gefassten Beschluss kann bei der in Artikel 1, 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle eingereicht werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Juni 2013 zur Ersetzung der Anlage des Ministerialerlasses vom 25. Oktober 2010 zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchzusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juni 2013

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204797]

24 JUNI 2013. — Ministerieel besluit tot vervanging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 25 oktober 2010 houdende erkenning van een interprofessionele instelling voor de controle op de samenstelling van melk en houdende goedkeuring van het normatieve document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en artikel 4, vervangen bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2013;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 oktober 2010 houdende erkenning van een interprofessionele instelling voor de controle op de samenstelling van melk en houdende goedkeuring van het normatieve document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale Overheid van 13 mei 2013,

**Besluit :**

**Artikel 1.** Het bij dit besluit gevoegde normatieve document werd opgesteld door de interprofessionele instelling bedoeld in artikel 1 van het ministerieel besluit van 25 oktober 2010 houdende erkenning van een interprofessionele instelling voor de controle op de samenstelling van melk en houdende goedkeuring van het normatieve document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt.

Dit document wordt goedgekeurd ter uitvoering van artikel 11, 4<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen en het vervangt de bijlage bij het reeds vermelde ministerieel besluit van 25 oktober 2010.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 24 juni 2013.

C. DI ANTONIO

**BIJLAGE****"Comité du Lait ASBL"****Normatief document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt****1. Algemene inleiding.**

1.1. Dat normatieve document wordt in toepassing van artikel 11, 4<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering opgemaakt. (zie 2.1).

1.2. Dat normatieve document beschrijft de methode die de kopers, de producenten en het interprofessionele organisme (zie 2.3) moeten volgen voor de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers in het in artikel 2 van dit besluit bedoelde territoriale district geleverd wordt.

1.3. Alles wat niet in het normatieve document voorzien is, wordt door de toepassing van het besluit van de Waalse Regering geregeld.

1.4. De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document worden door het interprofessionele organisme bepaald in overeenstemming met, enerzijds, de andere interprofessionele organismen die in België erkend worden overeenkomstig ofwel het besluit van de Waalse Regering, ofwel een met dat besluit gelijkwaardige wetgeving die in de andere Gewesten van België van toepassing is, en, anderzijds, met de representatieve beroepsorganisaties van de kopers en producenten.

1.5. De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document liggen ter inzage op de website ([www.comitedulait.be](http://www.comitedulait.be)) van het interprofessionele organisme. Ze worden door het interprofessionele organisme aan de melkproducent en aan de koper op hun gewoon verzoek medegedeeld.

1.6. De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document worden bij elke bijwerking medegedeeld aan de in artikel 1, 3<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde dienst.

**2. Begripsomschrijvingen.**

2.1. **HET BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING** : het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2013.

2.2. De begripsomschrijvingen van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering zijn van toepassing op dit document.

2.3. **HET INTERPROFESSIONELE ORGANISME** : het "Comité du Lait ASBL", interprofessioneel organisme belast met de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt.

2.4. Het territoriale district : het territoriale district bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

2.5. De tankwagen : het ophalingsvoertuig gebruikt voor de ophaling van melk in het territoriale district.

2.6. De chauffeur (van de tankwagen) : de persoon die verantwoordelijk is voor het nemen van het monster en, bij uitbreiding, voor de ladingverrichtingen tijdens de ophaling.

2.7. De maandelijks indeling :

2.7.1. voor het vetgehalte en het eiwitgehalte gaat het om het gemiddelde gehalte bedoeld in bijlage 2, D, 3, e, van het besluit van de Waalse Regering en berekend over de leveringen van één maand;

2.7.2. voor het vriespunt gaat het om het resultaat bedoeld in bijlage 2, C, 1, 2<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering;

2.7.3. voor de criteria betreffende de kwaliteit van koemelk bepaald in het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen gaat het om de resultaten bedoeld in bijlage 2, C, 1, 3<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering.

2.8. De test voor de bepaling van het percentage van de residuele melk : de test waarmee kan worden bepaald of het monster genomen met het automatische monsternemingsapparaat van de tankwagen tijdens een ladingverrichting niet besmet is door melk die tijdens de vorige ladingverrichting bemonsterd is.

**3. Ophalingsmodaliteiten.****3.1. Algemene inleiding.**

3.1.1. Krachtens artikel 6, § 1 van het besluit van de Waalse Regering zijn de bepalingen van punt 3.2 van facultatieve toepassing voor de koper die de voorwaarden van punt 3.8. vervult.

3.1.2. Krachtens artikel 7, § 3 van het besluit van de Waalse Regering zijn de bepalingen van punt 3.6 van facultatieve toepassing voor de koper die de voorwaarden van punt 3.8. vervult.

3.2. Voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de erkenning van een tankwagen.

3.2.1. Tenzij hij aan de voorwaarden van punt 3.2.4. voldoet, wordt de tankwagen erkend door het interprofessioneel organisme indien hij over de volgende conforme uitrustingen beschikt, die goed werken en waarvan het gebruik de kenmerken van de geladen en bemonsterde melk niet kan wijzigen :

3.2.1.1. Automatisch registratiesysteem voor de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden bedoeld in artikel 7, § 1 van het besluit van de Waalse Regering;

3.2.1.2. Apparatuur voor het automatische nemen van een monster van de geladen melk, die volgens een goedgekeurd monsternemingsysteem functioneert;

3.2.1.3. Monsterkist;

3.2.1.4. Ophalinguitrusting.

3.2.1.5. Op verzoek van de koper en met de toestemming van het interprofessionele organisme tot 31 december 2013 inbegrepen, en verplicht vanaf 1 januari 2014 : een systeem dat tijdens de lading de elektronische identificatie van het flesje met het geladen melkmonster mogelijk maakt alsook het meedelen van informatie die nuttig is voor het interprofessionele organisme voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering.

Bijkomende toelichtingen over die uitrustingen en over hun werking kunnen worden gevraagd volgens de modaliteiten van punt 1.4. In dit geval zijn ze beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

De voorwaarden die vervuld moeten worden voor de goedkeuring van het monsternemingsysteem volgens welk de in punt 3.2.1.2 bedoelde apparatuur werkt, zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.2.2. Controles in het kader van de erkenning van een tankwagen :

3.2.2.1. Alvorens de erkenning toe te kennen, controleert het interprofessionele organisme de goede werking van de apparatuur bedoeld in punt 3.2.1.2 op grond van de test voor de bepaling van het percentage van de residuele melk. Het controleert ook de goede werking van de andere uitrustingen van de tankwagen die bedoeld zijn in punt 3.2.1.

Een controleprocedure voor een nieuwe erkenning die volgens de modaliteiten van punt 1.4. bepaald wordt en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5 beschrijft wat moet worden gedaan om :

a) al die controles uit te voeren, b) hun resultaten uit te leggen en c) de te ondernemen overeenstemmingsacties aan te wijzen alvorens de tankwagen aan dezelfde controles opnieuw te onderwerpen.

3.2.2.2. Voor de handhaving van de erkenning controleert het interprofessionele organisme de erkende tankwagen minstens één keer per jaar.

Een controleprocedure voor de handhaving van de erkenning die volgens de modaliteiten van punt 1.4. bepaald wordt en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5 beschrijft wat moet worden gedaan om :

a) de controles van de uitrustingen bedoeld in punt 3.2.1. uit te voeren,

b) hun resultaten uit te leggen,

c) de te ondernemen overeenstemmingsacties aan te wijzen alvorens de tankwagen aan dezelfde controles opnieuw te onderwerpen,

d) de termijnen waarin deze acties ondernomen moeten worden, te bepalen, waarbij elke overschrijding van die termijnen aanleiding geeft tot de intrekking van de vergunning van de tankwagen.

3.2.3. Het interprofessionele organisme zorgt voor de opmaking en de bijwerking van een lijst, per koper, van de tankwagens die in het territoriale district ophalen, van de kenmerken van hun monsternemingsapparatuur en van de geldigheid van hun vergunning.

3.2.4. De tankwagen :

a) die over een geldige erkenning beschikt, die verleend is door een ander interprofessioneel organisme dat erkend is krachtens het besluit van de Waalse Regering,

b) of die uitgerust is met een monsternemingsapparatuur die beschikt over een geldige erkenning verleend krachtens artikel 5, § 1 en § 2, van het besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk“.

wordt erkend als gelijkwaardig met een tankwagen die door het interprofessioneel organisme erkend is, voor zover :

1. een document gelijkwaardig met het document bedoeld in punt 3.2.6 in de tankwagen aanwezig is,

2. en een onverwachte controle, uitgevoerd overeenkomstig modaliteiten gelijkwaardig aan de in punt 3.2.2.2 bedoelde controle niet wijst op ernstige tekortkomingen inzake de erkenningsvoorwaarden bedoeld in punt 3.2.1.

Die tankwagen wordt opgenomen in de in punt 3.2.3. bedoelde lijst.

3.2.5. De toekenning van de erkenning hangt af van het resultaat van de in punt 3.2.2.1. bedoelde controle. De handhaving of de intrekking van de erkenning hangt af van het resultaat van de in punt 3.2.2.2 bedoelde controle.

3.2.6. De erkenning wordt bevestigd door een document dat door het interprofessionele organisme aan de koper afgegeven wordt. Dat document moet op elk ogenblik aanwezig zijn in de tankwagen om elke uitgevoerde controle te kunnen vaststellen.

3.3. Gegevens en documenten die de kopers moeten overmaken aan het interprofessionele organisme wat betreft de organisatie van de ophaling en de identificatie van de producenten.

3.3.1. De koper stelt het interprofessionele organisme in kennis van elke verandering betreffende de producenten die hem melk leveren, met een frequentie bepaald door het interprofessionele organisme; die frequentie is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.3.2. De koper stelt het interprofessionele organisme in kennis van elke verandering betreffende de ophaling (ophaalrondes, tankwagens, chauffeurs en ophalingsdatum), met een frequentie bepaald door het interprofessionele organisme; die frequentie is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.3.3. Bijkomende informatie betreffende de organisatie van de ophaling wordt op elk verzoek van het interprofessionele organisme door de koper medegedeeld.

3.4. Voorschriften om de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden op te nemen en aan het interprofessionele organisme over te maken.

3.4.1. Tijdens de ophaling en bij elke verrichting voor de lading van melk in de melkproductie-eenheid worden de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheid, bedoeld in artikel 7, § 1 van het besluit van de Waalse Regering, automatisch opgenomen aan de hand van het automatische registratiesysteem dat op de tankwagen geïnstalleerd is en dat bedoeld is in artikel 3.2.1.1.

Vanaf 1 januari 2014 worden diezelfde gegevens vervolgens meegedeeld aan het interprofessionele organisme aan de hand van het systeem bedoeld in punt 3.2.1.5.

3.4.2. Bij defect van het automatische registratiesysteem bedoeld in punt 3.2.1.1, of (vanaf 1 januari 2014) van het systeem bedoeld in punt 3.2.1.5, worden de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheid manueel door de tankwagenchauffeur opgenomen. Een procedure voor de overmaking van deze gegevens naar het interprofessionele organisme is vastgelegd volgens de modaliteiten van punt 1.4. en is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.5. Voorschriften voor het nemen en de identificatie van het monster bij elke ladingverrichting.

3.5.1. Het in artikel 7, § 2 van het besluit van de Waalse Regering bedoelde monster wordt automatisch genomen aan de hand van de in punt 3.2.1.2. bedoelde apparatuur. Aan het einde van elke monsterneming wordt het monster eigendom van het interprofessionele organisme.

3.5.2. In afwijking van de bepalingen van punt 3.5.1, wordt het monster alleen manueel genomen indien de in punt 3.2.1.2 bedoelde apparatuur tijdelijk defectueus is of indien een te laden onvoldoende melkhoeveelheid (kleiner dan 150 liter) een automatische representatieve monsterneming van de geladen melkhoeveelheid onmogelijk maakt.

Het monster wordt manueel genomen wanneer de koper de in punt 3.8 bedoelde voorwaarden vervult en wanneer hij geen tankwagen erkend volgens de bepalingen van punt 3.2 gebruikt.

3.5.3. Voor de monsterneming kan er uitsluitend een flesje erkend door het interprofessionele organisme worden gebruikt.

Als de ophaling met een tankwagen gebeurt, moet het flesje verenigbaar zijn met de uitrustingen vermeld in de erkenning van deze tankwagen.

Vanaf het begin van de monsterneming moet elk monsterflesje voorzien zijn van een code om zijn identificatie op elk ogenblik en in alle omstandigheden te garanderen. Het codemodel en de specificaties van zijn drager alsook de te volgen procedures in geval van defect van het flesje of van de uitrustingen van de tankwagen worden vastgelegd volgens de modaliteiten van punt 1.4 en zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.5.4. Een verslag over de ophaalronde wordt systematisch bij elke ronde en per monsternemingsdatum door de chauffeur ingevuld. Het verslagmodel en de specificaties van zijn drager zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.6. Voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de vergunning voor het nemen van het monster.

3.6.1. Tenzij hij over een vergunning beschikt die aan de voorwaarden van punt 3.6.4, voldoet, wanneer een tankwagenchauffeur de ophaling begint, moet de voor de chauffeur verantwoordelijke koper een vergunningsaanvraag bij het interprofessionele organisme indienen. Indien de toekenningsvoorwaarden nageleefd worden, kent het interprofessionele organisme een voorlopige vergunning aan de chauffeur toe. Voor de vervaldatum van de geldigheid van zijn voorlopige vergunning moet de chauffeur deelnemen aan een door het interprofessionele organisme georganiseerde basisvorming, aan het einde waarvan hij een vergunning krijgt.

De termijnen en de wijze van indiening van de vergunningsaanvraag, de toekenningsvoorwaarden en de geldigheidsduur van de voorlopige vergunning, de modaliteiten inzake de organisatie van de basisvorming en de inhoud ervan worden bepaald volgens de modaliteiten van punt 1.4 en zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.6.2. De handhaving van de vergunning is onderworpen aan :

3.6.2.1. de deelneming (één keer per jaar) van de chauffeur aan een continue vorming gegeven door het interprofessionele organisme,

3.6.2.2. de naleving door de chauffeur van de procedures betreffende de ophaling en de monsterneming van melk,

3.6.2.3. en aan de aanvaarding door de chauffeur van de controles die regelmatig door het interprofessionele organisme georganiseerd worden om de toepassing van de regels betreffende de monsterneming en de ophaling in het algemeen te verifiëren.

Het interprofessionele organisme kan een lijst van omstandigheden van overmacht bepalen voor de handhaving van een vergunning zelfs indien één van de hierbovenvermelde voorwaarden niet nageleefd wordt. Die lijst is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3.6.3. Het interprofessionele organisme zorgt voor de opmaking en de bijwerking van een lijst, per koper, van de geïdentificeerde chauffeurs die in het territoriale district ophalen; die lijst vermeldt de geldigheid van hun vergunning.

3.6.4. De geldige chauffeurvergunning,

a) die toegekend is door een ander interprofessioneel organisme erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering,

b) of die toegekend is krachtens artikel 5, § 3 en § 4 van het besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk,

wordt erkend als gelijkwaardig met een vergunning toegekend door het interprofessionele organisme voor zover de chauffeur de voorwaarden bedoeld in punt 3.6.2.2 en 3.6.2.3 naleeft, wanneer hij in het territoriale district ophaalt.

De chauffeur die houder is van een dergelijke vergunning, wordt opgenomen in de lijst bedoeld in punt 3.6.3.

3.6.5. De chauffeurvergunning wordt automatisch ingetrokken indien de geldigheidsdatum ervan overschreden is of indien tekortkomingen inzake de voorwaarden bepaald in punt 3.6.2. vastgesteld worden.

3.7. Voorwaarden m.b.t. het vervoer en het behoud van de monsters tussen het vertrek van de melkproductie-eenheid en de analyse door het interprofessionele organisme.

3.7.1. Tijdens het vervoer tussen de melkproductie-eenheid en de koper moeten de monsters bewaard worden bij een temperatuur inbegrepen tussen 0 en 4 °C in de daartoe bestemde kist.

3.7.2. De te analyseren monsters worden door de koper opgeslagen en bewaard in een daartoe bestemde koelkast waarvan de toegang beperkt is. Een lijst, per koelkast, van de personen die ertoe toegang hebben worden door de koper bijgewerkt. Hij deelt deze lijst aan het interprofessionele organisme mede, indien laatstgenoemde erom verzoekt.

3.7.3. De termijn tussen de monsterneming en het begin van de analyse moet zo kort mogelijk zijn en mag niet langer zijn dan 84 uur voor alle analyses van de samenstelling van melk.

3.8. Voorwaarden voor de "kleine kopers".

3.8.1. Een kleine koper is een koper die de voorwaarden bepaald in bijlage I, punt C van het besluit van de Waalse Regering vervult.